

Intervention Collectif Bassines non merci
Saint-Hilaire-la-Palud, 29 juin 2019, 14h
**« Comment en arrive-t-on aux Bassines ? La colonisation culturelle
du monde paysan au service du productivisme »**

Remerciements au collectif, à Cédric Rodon, à Philippe Vénier de La Boisselière qui a, semble-t-il, pas mal œuvré pour cette conférence et à tous les présents. Eventuellement rapide présentation : chercheur à l'INRA depuis plus de 40 ans, critique avec d'autres du productivisme dans cette institution, travaux multiples (aides de l'Etat, syndicalisme agricole, Amap, littérature rurale, mais aussi essais historiques, politiques hors du cadre spécialisé, généraliste etc), très proche des courants paysans-travailleurs et de la Conf' dès l'origine. Dernier livre *Le Sacrifice des paysans*, coécrit avec ex-collègue et ami Yves Dupont.

Pour tenter de répondre à la question que vous avez mise en intitulé à notre rencontre-débat, à savoir « Comment en arrive-t-on aux Bassines ? La colonisation culturelle du monde paysan au service du productivisme », je vais organiser mon propos en trois parties. D'abord, je vais revenir rapidement sur le livre qui m'a valu votre invitation, *Le Sacrifice des paysans*, et résumer l'esprit dans lequel nous l'avons écrit, Yves et moi, esprit qui est d'ailleurs très proche des positions que vous défendez dans le cadre du collectif des Bassines non merci. Puis, dans un deuxième temps, je reviendrai plus précisément à votre intitulé, et je ferai donc un rapide retour historique sur les 70 dernières années où s'est fabriquée, peu à peu, dans le cadre général du projet productiviste-capitaliste (je préfère cette expression plus claire), le modèle de l'agriculture industrielle et la colonisation des esprits, des comportements qui va avec. Enfin, en dernière partie, je vous ferai part de quelques-unes des conditions indispensables, sine qua non, sans lesquelles, à mon avis, nous ne pourrions mettre fin à ce modèle injuste et dangereux du productivisme capitaliste, en agriculture ou ailleurs.

1. En ce qui concerne *Le Sacrifice des paysans*, je dirais simplement, sans avoir le temps de vous le présenter vraiment, qu'il synthétise et prolonge les travaux et réflexions que nous avons menés sur l'agriculture ou la société depuis 40 ans.

Cette synthèse, nous l'avons faite autour de deux questions, complémentaires, dialectiquement liées.

D'abord, pourquoi la modernité, capitaliste en l'espèce puisque c'est elle qui a pour l'instant triomphé (mais ce fut aussi le cas du modèle soviétique), liquide-t-elle les paysans et leurs sociétés, soit de manière violente (par des guerres, des colonisations, néocolonisations ou lors des catastrophes, par exemple), soit de façon plus pacifique mais

néanmoins brutale en transformant une minorité d'entre eux en agriculteurs productivistes et en poussant les autres, de bon gré ou malgré eux, vers la « sortie », c'est-à-dire la retraite, le chômage, d'autres milieux socioprofessionnels quand ce n'est pas la faillite voire le suicide ? (Deux chiffres pour prendre rapidement la mesure de cette liquidation/tendance lourde : en 1945, en France, pays représentatif des nations dites développées, plus d'1/3 de la population active vivait de l'agriculture tandis qu'aujourd'hui on en est à 2-3%. Et au niveau mondial, les chiffres sont également vertigineux : en 1950, 80% de la population active totale, 40% aujourd'hui !)

En même temps nous nous sommes interrogés sur que nous apprend, en retour, sur la modernité elle-même les réponses à cette première question ? Pourquoi, par exemple, plus on considère la terre comme un simple support de production et que l'on parle de « ressources naturelles », plus on emploie pour désigner les hommes l'expression indigne de « ressource humaine » ? Ou autre exemple, pourquoi plus on a rendu les producteurs agricoles dépendants des banques, de la concurrence internationale et des cours de la bourse de Chicago, plus nous avons tous été soumis à ces mêmes banques, cette même concurrence et aux diktats des marchés financiers ? Ou autre exemple encore : pourquoi plus on a appris aux paysans à calculer, à séparer le budget de la famille des comptes de l'entreprise agricole, plus nous sommes tous devenus, à des degrés divers, de petits ou moyens calculateurs pris dans la mécanique, les filets de l'économie capitaliste ? Autrement dit, nous avons considéré le fait social paysan comme un analyseur de la modernité, un révélateur de son déploiement historique, de ses présupposés et impensés anthropologiques, des logiques de domination à l'œuvre dans l'ensemble de la société, de ses impasses de plus en plus évidentes, humaines, sociales, politiques ou écologiques. Ce que nous avons résumé dans la formule : « le sacrifice des paysans, c'est celui de tous les autres ou presque ».

C'est cette large perspective qui, je crois, fait l'intérêt, l'originalité de notre essai. Et j'ajouterai qu'en cela nous ne sommes en définitive, comme tout auteur, que les interprètes, les émanations d'un moment historique. Celui où, à force de liquider le fait social paysan, l'humanité commence à peine à prendre conscience que cette liquidation et ses conséquences ont tout envahi. Alimentation, santé, lieu où habiter, coexistence avec la nature et les animaux, devenir terrestre, sens de la vie ou du mot même de « société ».

Et ce sont d'ailleurs toutes ces conséquences, toutes ces questions cruciales que l'on retrouve, à mon avis, dans votre combat contre les bassines lorsque vous en dénoncez, dans le document de synthèse que m'a transmis Cédric Rodon, le gigantisme, les incohérences et

gaspillages écologiques, les inégalités dans le partage de l'eau, les manipulations par les lobbies et multinationales de l'agro-industrie, les dénis de démocratie, de justice ou les utilisations abusives de fonds publics, locaux, régionaux, nationaux ou européens.

Dans les bassines, en fait, il n'y a pas seulement un énième projet lié à l'agriculture industrielle, il y a en condensé le projet productiviste-capitaliste dans sa globalité et son caractère prédateur, illimité, il y a ses institutions pseudo-représentatives et oppressives, ses représentants de l'Etat et des multinationales réunis, tout à la fois cyniques, cupides, hypocrites ou carrément menteurs, ainsi que leurs petits serviteurs volontaires bureaucratiques, tout aussi hypocrites et souvent bien rémunérés pour leur services, y compris les pressions insidieuses ou directes sur les opposants, il y a ses syndicats cogestionnaires FNSEA/JA, ses injustices sociales, ses absurdités écologiques... Bref il y a tout ce qui contribue à nous opposer les uns aux autres, à détruire la cohésion de la société, à dégrader l'existence quotidienne du plus grand nombre et à remettre en cause notre avenir individuel et collectif à l'heure du changement climatique. Dans les bassines au fond, ou au fond des bassines, il y a tout ce qui fabrique le délire et la domination capitaliste-productiviste à l'heure des politiques néolibérales et de la société du « tout-marché ». Et c'est donc pour toutes ces raisons qu'il faut les combattre.

2. J'en viens maintenant à mon deuxième point consacré à l'intitulé de notre rencontre : comment en est-on arrivé là ? comment s'est opérée la colonisation culturelle du monde paysan au service du productivisme ?

Pour le comprendre, on peut remonter très loin dans le temps, à l'aube des Temps modernes et à la colonisation des Amériques, au capitalisme industriel du XIXe, à la 1ere GM (à bien des égards une matrice du productivisme capitaliste), ce que nous faisons dans notre ouvrage et que je vous épargne pour ne pas être trop long. Mais il faut aussi se pencher sur ce qui s'est passé depuis plus de 70 ans, à partir de 1945, quand, en France comme un peu partout dans le monde, s'est engagée une politique d'industrialisation de l'agriculture et de remodelage complet des campagnes. Elle s'est faite pas à pas et de façon toujours plus accélérée (du chef d'exploitation à l'agrimanager), et elle s'est accompagnée d'un véritable ethnocide des cultures paysannes et rurales, reposant en dernier ressort sur ce que nous avons appelé « l'ensauvagement des paysans ».

Par cette expression nous avons voulu, dans le sillage de bien d'autres auteurs (Robert Jaulin, Pierre Clastres, etc.), mettre l'accent sur la façon dont on a durant des siècles et très majoritairement considéré les paysans et leurs sociétés comme des Indiens, des sauvages de

l'intérieur qu'il fallait réduire, convertir de gré ou de force à la modernité. Ils représentaient, comme les Indiens d'Amérique ou tout autre peuple autochtone, cet « Autre » encore autonome qui devait être éliminé ou acculturé, afin que se développent partout l'État moderne, le capitalisme, le productivisme et les nouvelles dépendances individuelles qui leur sont liées.

En France, par exemple, on a eu droit dès l'immédiat après-guerre à la version « pacifique » de cet ensauvagement. Ainsi, on n'a pas seulement fait miroiter aux paysans tous les bienfaits qu'ils allaient tirer du « Progrès », et il y en eut bien sûr !, mais on a aussi martelé qu'il fallait inoculer à tous ces « retardataires », tous ces « routiniers », en un mot tous ces « ploucs », le « microbe modernisation » ! De très nombreux économistes ou techniciens, de très nombreuses institutions d'État ou firmes privées d'amont et d'aval, avec en toile de fond la modernité nord-américaine et les finances du plan Marshall, puis l'UE et la PAC, ont concouru à ce travail de stigmatisation, de disqualification des anciennes pratiques ou visions du monde. Et c'est par ce travail de disqualification, d'intériorisation progressive des nouvelles normes que s'est opéré la destruction du système de polyculture-élevage, le passage à l'agriculture chimique, la spécialisation par filières, la création des circuits de production, de transformation et de commercialisation nécessaires à l'agrobusiness. Et que s'est faite plus largement, alors qu'il existait encore au début des années 1970, une France rurale et paysanne dotée d'une grande diversité de langues et de dialectes, d'architectures, de paysages, de cultures, d'élevage, d'outillage et de techniques favorisant différentes formes de production, de coopération et d'échange entre paysans et ruraux, la destruction/dislocation de ce monde – ou plutôt de ces mondes paysans et ruraux –. Destruction/dislocation au profit d'une minorité d'agriculteurs pris dans la spirale de l'endettement et du productivisme, réduits à n'être plus qu'une CSP comme les autres, au sein de « nouvelles campagnes » tout à la fois enlaidies par les grandes surfaces et désertées en maintes régions, souvent polluées et de plus en plus uniformisées, elles-mêmes réduites à leur fonction productive et touristique que nous connaissons désormais.

Mais il faut aussi souligner qu'une partie des paysans – ceux qui, pour l'essentiel, se reconnaissaient dans les choix de la FNSEA et du CNJA/JA –, y a participé. Ils ont été complices de ce mouvement pour de multiples raisons : les unes compréhensibles et nobles souvent diffusées par la JAC (nourrir l'humanité, se libérer par la machine du labeur et de la dureté de la condition paysanne, s'émanciper de leur milieu, devenir un citoyen comme les autres, etc.), les autres beaucoup moins comme, par exemple, la volonté de s'agrandir et de s'enrichir aux dépens des autres, des éliminés. Ce sont d'ailleurs surtout ces dernières raisons qui

sont aujourd'hui à l'œuvre dans la nouvelle période d'industrialisation de l'agriculture que nous connaissons.

Ce que l'on a vu en effet, dans les dernières décennies, dans les 40 Honteuses du néolibéralisme, c'est l'entrée dans une *hubris*, une démesure productiviste illimitée, qui se caractérise par la financiarisation croissante de l'activité (achat du foncier par de grands groupes) ou du produit agricole, la mise en concurrence mondialisée des producteurs, l'application des technosciences (biologie, génétique, informatique et robotisation, nanotechnologie, etc.) à l'agriculture ou à l'élevage, la course à la brevetabilité du vivant. Ou bien encore des projets tels que ceux des fermes-usines ou celui des Bassines. Bref, cet empire de l'artificialisation, de la technique et de la marchandise, qui s'applique à tous les secteurs productifs, colonise tous les compartiments de la vie humaine ou de la vie de la nature, et qui constitue, pour l'hyperclasse dirigeante et ses multiples relais dans les institutions ou la société, les signes renouvelés de la Science, du Développement, du Progrès – maintenant on dit en novlangue l'Innovation, ça fait plus cool et connecté –. Cet empire d'une modernité de plus en plus oppressive, injuste et irresponsable qui, bien entendu et par-dessus tout, fabrique les nouvelles mannes du Profit XXL des multinationales dont les représentants ont colonisé l'essentiel des postes-clés de la décision publique à tous les niveaux, local, régional, métropolitain, national ou supranational.

Vous me direz bien sûr qu'il y a eu tout au long de ces 70 années – et qu'il y a encore plus aujourd'hui – des résistances, des créations contraires à ce mouvement, avec en premier lieu l'invention d'un contremodèle alternatif, celui de l'agriculture paysanne dans ses différentes variantes et modalités de production et d'échanges (agriculture bio, l'agroécologie, circuits courts, AMAP, etc.). Mais il faut, à mon avis, ni le sous-estimer ni le surestimer : malgré son essor incontestable, il est aujourd'hui à l'état épars, représente des poches au sein du modèle industrialiste dominant et il ne parvient pas à faire système, à se généraliser car il est freiné, entravé par de multiples éléments : le refus des gouvernants d'un changement de cap complet et leur discours trompeur et lénifiant sur l'agriculture duale (l'une exportatrice, l'autre de terroir qui seraient compatibles), le manque criant de soutiens financiers publics, la multiplication des normes bureaucratiques, environnementales ou sanitaires, la raréfaction des terres agricoles qui ne cesse de s'aggraver.

3. J'en viens maintenant à la troisième et dernière partie de mon exposé, consacré aux conditions indispensables, sine qua non, sans lesquelles nous continuerons à subir le productivisme-capitaliste et son illimitation, en agriculture ou ailleurs.

Et je commencerai par une première remarque qui découle de ce tout ce que je viens de rappeler. Il est d'abord essentiel de ne pas nous illusionner, de nous leurrer : il ne peut y avoir aujourd'hui d'accommodement avec ce système, ses institutions, ses objectifs, ses politiques de mise en concurrence et de précarisation, de privatisation et de marchandisation du monde. Ceux qui croient qu'une voie, disons pour résumer social-démocrate (je l'entends de façon générique, quels que soient les partis ou les citoyens qui la portent), est encore possible pour changer le système de l'intérieur, répètent la même erreur (ou les mêmes intérêts) que leurs prédécesseurs depuis 70 ans : ils ne feront au mieux qu'accompagner l'illimitation capitaliste, obtenir quelques postes, concessions, amortisseurs ou miettes qu'on voudra bien leur concéder. Nous sommes aujourd'hui arrivés au point où il n'y a pas d'autre solution que de renverser la table, de transformer de fond en comble les institutions si l'on veut vraiment construire une société postcapitaliste et postproductiviste, prudente, solidaire et pluraliste, à laquelle nous sommes nombreux, pas majoritaires hélas, mais nombreux à aspirer. Société dont le modèle de l'agriculture paysanne, dès lors qu'on lui donne son contenu politique et que l'on n'en fait pas une simple tête de gondole de produits de qualité pour ceux qui peuvent se les payer dans une société supermarché, constitue d'ailleurs l'un des meilleurs exemples ou ferments.

J'insisterai aussi sur trois autres conditions :

- Continuer d'abord inlassablement, auprès de tous ceux qui sont dépolitisés, indifférents, mous, dupes de la novlangue, enfermés dans leur bulle ou leur tout à l'ego, résignés, épuisés, etc (je vous laisse poursuivre la liste façon Prévert ou façon Coluche), le travail d'éducation populaire, de diffusion des idées, de repolitisation, c'est-à-dire de formation d'une conscience critique individuelle et collective, afin qu'ils entrent peut-être un jour dans le combat et le rapport de forces. Ce travail de fond, de reconquête et de décolonisation des esprits, est décisif pour les futures échéances électorales, le recul de l'abstention, la croyance qu'elles seront toujours des pièges à cons aussi bien que l'atmosphère générale, quotidienne, dans laquelle nous vivons. Et il est aussi inséparable de la façon dont nous nous attaquons aux médias dominants, qui accompagnent l'ordre existant et dispose de moyens incomparablement supérieurs à ceux de nos médias alternatifs.

- Il nous faut également continuer à chercher la fameuse convergence des luttes dont le collectif des Bassines non merci, avec toutes les organisations politiques, syndicales ou associatives qui le soutiennent, montre d'ailleurs un très bel exemple. A généraliser donc, quels que soient l'objet, le secteur ou l'échelle du combat. Un autre bel exemple est

en cours et il ne faut pas le rater : le référendum contre la privatisation d'Adp. Nous ne voulons pas de la privatisation d'AdP, nous ne voulons plus de toutes les privatisations que nous imposent depuis 40 ans les oligarques du capitalisme néolibéral, nous voulons maintenant décider nous-mêmes de notre avenir collectif (par le RIP, le RIC et bien d'autres formes de démocratie directe), voilà le triple message que nous devons faire monter partout dans le pays et hors de nos frontières, grâce à cette campagne.

- Dans le même esprit de convergence, il me semble enfin important de surmonter les divisions entre les alternatifs locaux et globaux, les partisans de « l'ici et maintenant » qui veulent se passer de l'Etat pour créer du « commun » micro, local et ceux qui pensent que l'on ne peut pas se passer d'une transformation de fond en comble des institutions politiques pour favoriser ces « communs locaux » aussi bien que les « biens communs universels », non privatisables, tels que l'eau, la santé, l'éducation, les transports et j'en passe. Ce sont là deux imaginaires, deux conceptions de la transformation sociale que l'on voit revenir aujourd'hui, mais qui jalonnent en fait toute l'histoire de la contestation du capitalisme : l'imaginaire de « l'auto-organisation » d'un côté, version gentille colibriste ou version plus radicale, zadiste, héritière des utopies du XIXe, de l'anarchisme, de la Commune, du conseillisme ; et d'autre part, l'imaginaire de la « conquête du pouvoir », non plus du grand soir, léniniste et focalisé sur la classe ouvrière mais reposant un front plus large, prenant en compte la classe moyenne et passant par la voie électorale, afin de révolutionner, comme je le disais, toutes les institutions de la démocratie prétendument représentative. Tenter de réunir, idéologiquement et pratiquement, ces deux conceptions, cet « ici et maintenant » et cette « conquête repensée du pouvoir » fait partie, à mon avis, des impératifs de notre temps, de notre combat. Et il me semble que, malgré la culture-réflexe de la division qui anime toujours, hélas, un bon nombre d'entre nous, les choses vont plutôt dans le bon sens. Témoin, là encore, votre collectif qui ne fait pas que faire converger des organisations politiques, syndicales, associatives mais aussi organiser, demain, une ZAD. Ou comme vous dites, non sans humour, un premier CRS, Campement de résistance et de surveillance.

Une dernière remarque, avant de conclure, sur un point crucial et dont nous n'avons pas, me semble-t-il, suffisamment, autant à titre individuel que collectif, pris conscience.

Je m'explique. Quand j'ouvre aujourd'hui les programmes de Via Campesina, de la Confédération paysanne, les propositions de la France Insoumise et des 40 livrets de L'Avenir en commun, celles d'autres organisations politiques, syndicales ou associatives qui souhaitent une rupture de fond avec le capitalisme, quand je vais encore voir les

innombrables rapports et propositions de quantités d'autres acteurs mobilisés, dans le champ de l'agriculture ou ailleurs (Terre de Liens, Des Terres pas d'hyper, Attac, ou le document encore de la CGT sur le ferroviaire et désolé pour tous ceux que n'ai pas le temps de mentionner), je ne peux me dire qu'une chose : nous avons, depuis 20 ans, sacrément avancé !

Dans le domaine agricole d'abord, j'y trouve, de l'OMC à la commune, en passant par la mise au pas des multinationales de l'agroalimentaire, la refonte de la PAC et des prix, l'établissement de nouvelles relations entre pays du Nord et du Sud ou les soutiens à apporter aux reconversions et installations indispensables, l'ensemble des orientations, instruments, méthodes qui forment le changement de cap dont je parlais tout à l'heure et permettraient donc de sortir, disons en deux ou trois décennies, du modèle de l'agriculture industrielle et de généraliser, en France comme partout, le modèle de l'agriculture paysanne.

Mais j'y trouve aussi autre chose, quelque chose de meilleur encore ou de complémentaire. A savoir que le temps du TINA, du « there is no alternative » cher à Margareth Thatcher et ses suivistes jusqu'à Macron, est définitivement révolu, obsolète et que nous avons devant nous un avenir déjà bien dessiné et désirable ! L'alternative au productivisme capitaliste, autant dans ses grandes lignes, sa philosophie sociale et morale, sa vision générale du monde, que dans ses détails, c'est-à-dire ses institutions, ses mécanismes financiers, ses choix de politiques internationales, européennes, nationales, locales ou sectorielles, est en effet déjà là, dans l'ensemble de ces documents, bien définie, avec précision. Et elle inclut un bon nombre des aspirations et des constructions de la société qui, en France ou partout dans le monde, résiste, s'auto-organise, invente dans les interstices de la société actuelle, en micro, cette société postcapitaliste et postproductiviste que j'évoquais et qui ne demande plus, pour devenir macro, qu'à s'affirmer comme société politique. En résumé, les alternatives locales dans l'alternative politique globale.

Pour conclure, je dirais donc que si tout cela est bien entendu encore améliorable (notamment sur la question de la propriété et du qui doit décider dans les grands groupes/Bernard Friot), nous avons d'ores et déjà dans tous ces programmes, beaucoup plus que des programmes : un véritable projet de société et de gouvernement. C'était inimaginable il y a vingt ans encore. Bref, prenons-en au plus vite conscience, faisons tout ce qu'il faut, dans les urnes et dans la rue, pour nous unir, modifier le rapport de forces et faire que la peur et la fragmentation changent enfin de camp. Sinon, nous pouvons être certains que le capitalisme illimité, déchaîné continuera son œuvre partout et que, demain, aux

présidentielles de 2022, nous serons à nouveau sommés de « choisir » entre les fabricants du monstre et le monstre. Et les bassines, c'est sûr, quel que soit le résultat, continueront.

Voilà, j'espère ne pas vous avoir trop bassiné avec mon laïus et je vous remercie de m'avoir écouté.